

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Université de Franche-Comté
Maison de l'Université
1, Rue Goudimel
25030 Besançon
Tel : 03.81.66.59.02
Service.marches@univ-fcomte.fr

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT

CCAP n °19.014 du 11 juillet 2019

OBJET DE LA CONSULTATION

COLLECTE ET ELIMINATION DE DECHETS CHIMIQUES

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles R2124-1, R2161-2, R2161-5, R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

Mode de passation : Accord cadre à bons de commande.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Mercredi 2 octobre 2019 à 12h00 (heure de Paris)



**L'Université de Franche-Comté sera fermée du vendredi 19 juillet 2019 – 17h00
jusqu'au lundi 19 août 2019 – 8h30.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHE.....	3
1.1. – PROCEDURE DE COLLECTE	3
1.2. - MARCHES COMPLEMENTAIRES	4
1.3. - DUREE DU MARCHE	4
1.4. - LIEU D’EXECUTION DU MARCHE.....	4
1.5. - FORMATION	4
1.6. - VISITE SUR SITE	4
ARTICLE 2. - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3. - PERSONNE PUBLIQUE :.....	5
ARTICLE 4. - CONDITIONS D’EXECUTION ET DE LIVRAISON	5
4.1. - ADRESSES DE LIVRAISON.....	5
4.2. - CONDITIONS DE TRANSPORT	5
4.3. - BON DE LIVRAISON	5
ARTICLE 5. - OPERATION DE VERIFICATION.....	5
ARTICLE 6. - PRIX.....	6
6.1. - FORME ET NATURE DES PRIX	6
6.2. - CONTENU DES PRIX	6
ARTICLE 7. - MODALITES DE REGLEMENT.....	6
7.1. - AVANCE ET PAIEMENT FRACTIONNE.....	6
7.2. - FACTURES	6
7.3. - REGLEMENT DES FACTURES	7
7.4. - INTERETS MORATOIRES	7
ARTICLE 8. - GARANTIE.....	8
ARTICLE 9. - PENALITES DE RETARD	8
ARTICLE 10. - DROIT, LANGUE, MONNAIE.....	8
10.1. - REGLEMENT DES LITIGES	8
10.2. - LANGUE.....	8
10.3. - MONNAIE DE COMPTE	9
ARTICLE 11. - RESILITATION	12
ARTICLE 12. - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	9
ARTICLE 13. - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	9
ARTICLE 14. - PROCEDURE COLLECTIVE DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 15. - CESSATION DES ACTIVITES DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 16. - SECRET PROFESSIONNEL.....	10
ARTICLE 17. - DEROGATIONS AU C.C.A.G.	10

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

L'objet de cette consultation est la collecte et l'élimination des déchets chimiques de l'Université de Franche-Comté sous la forme d'un accord cadre à bons de commande multi-attributaires.

Ce marché est divisé en 4 lots :

- Lot n°1 : Produits chimiques
- Lot n°2 : Pompage de cuves
- Lot n°3 : Bouteilles de gaz
- Lot n°4 : Déchets amiantés

Il est possible de répondre :

A un lot ☒

A plusieurs lots ☒

A l'ensemble des lots ☒

Les spécificités techniques sont décrites dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières joint.

Le marché comprend :

- La collecte et l'élimination des déchets chimiques
- la formation des personnels sur site
-

Attention : En raison d'un marché existant pour le lot n°2, celui-ci ne prendra effet qu'à compter du 1^{er} janvier 2021.

La date de fin de marché sera identique aux autres lots.

1.1. - PROCEDURE DE COLLECTE

Le titulaire du marché aura un référent qui sera notifié à la passation du marché. Celui-ci sera l'interlocuteur unique pour ce marché. Le titulaire du marché devra néanmoins prendre contact pour définir les rdv des collectes avec les personnels de l'Université de Franche-Comté noté comme référent dans l'annexe 5, les jours ouvrables de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

- L'entreprise devra proposer un rendez-vous dans un délai de **21 jours maximum**.

Pour chaque déchet collecté, le titulaire du présent marché aura la charge de l'ensemble des prestations d'éliminations nécessaires (fourniture des conditionnements et étiquettes, fourniture des certificats d'acceptation préalable, collecte, transport, tri et traitement, traçabilité).

Le candidat devra être en mesure d'effectuer les premières livraisons de bonbonnes sous 15 jours ouvrés à la suite de la notification du marché suite à l'appel du référent. Il mettra en place la formation au tri et à l'étiquetage des produits dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du marché en lien avec le référent et fournira à cette occasion les premières étiquettes.

1.2. - MARCHES COMPLEMENTAIRES

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires « renouvellement partiel ou compléments(s) limité(s) » à des compléments ou extensions non connus à ce jour, dans la limite définie par l'article R 2122-4 du code de la commande publique. La durée de ces marchés complémentaires ne pourra dépasser **trois (3) ans**.

1.3. - DUREE DU MARCHE

Le présent marché sera établi pour une **durée d'un (1) an reconductible 3 fois** par tacite reconduction (Article R 2112-4 du Code de la commande publique) et prendra effet à la date de notification du marché pour les lots n° 1, 3 et 4 sans que la durée du marché ne puisse excéder le 30 septembre 2023.

Pour le lot n°2, le marché prendra effet au 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 30 septembre 2021. Le marché sera ensuite reconduit de manière tacite chaque année jusqu'au 30 septembre 2023.

1.4. - LIEU D'EXECUTION DU MARCHE

Les collectes se feront aux adresses indiquées dans l'annexe n°2 à l'acte d'engagement (Plan d'accès) commune aux 4 lots.

1.5. - FORMATION

Une formation sur site pour l'ensemble des opérateurs est demandée.

Cette formation sera axée sur le tri, le conditionnement et l'étiquetage selon les filières retenues par l'entreprise.

3 personnes minimum par sites seront à former.

Les candidats devront utiliser l'annexe 7 (BPU) à l'acte d'engagement afin de décrire au maximum les objectifs de formation.

Les candidats devront obligatoirement joindre un modèle de document remis aux personnes à former.

Le coût de cette formation sera inclus dans l'offre du candidat.

1.6. - VISITE SUR SITE

Les candidats devront obligatoirement effectuer les visites des sites inclus dans les lots n°1 et 2.

Les lots 3 et 4 ne nécessitent aucune visite.

Les coordonnées des interlocuteurs sont indiquées à l'annexe n°5 à l'acte d'engagement.

Les candidats devront obligatoirement compléter et faire signer l'annexe 3 qui devra être joint à l'offre.

ARTICLE 2. - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les éléments contractuels ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement ainsi que l'offre technique du candidat. (ATTRII)** Joint au présent dossier,
- **Les annexes à l'acte d'engagement.**
 - Annexe n°1 : Détails des déchets chimiques sur l'année 2018
 - Annexe n°2 : Plan d'accès aux sites
 - Annexe n°3 : Fiche de visite des sites
 - Annexe n°4 : Fiche des filières d'élimination
 - Annexe n°5 : Coordonnées des interlocuteurs pour les visites sur site
 - Annexe n°6 : Liste des intervenants potentiels
 - Annexe n°7 : Bordereau de prix unitaire
- **L'annexe financière** à produire par le candidat (Voir page 46 du CCTP)

- **le présent cahier des clauses administratives particulières** (C. C. A. P. n° 19.014 du 11 juillet 2019 dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- **le règlement de la consultation** et son annexe A relative à la dématérialisation dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- **Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP),**
- **le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 19 janvier 2009). Le titulaire déclare parfaitement bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&dateTexte=&categorieLien=id>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3. - PERSONNE PUBLIQUE :

Au sens du cahier des clauses administratives générales (C. C. A. G.) sont désignés :

- **Personne Publique :** Monsieur Le Président de l'Université de Franche-Comté (Pouvoir adjudicateur) ou ses représentants dûment désignés.
- **Comptable assignataire des paiements :** Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Franche-Comté.

ARTICLE 4. - CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

4.1. - ADRESSES DE COLLECTE

Les collectes se feront aux adresses indiquées dans l'annexe n°2 à l'acte d'engagement (Plan d'accès) commune aux 4 lots.

4.2. - CONDITIONS DE TRANSPORT

La réglementation du transport des matières dangereuses sera obligatoirement respectée par le candidat. Celui-ci indiquera s'il prévoit de la sous-traitance pour cette partie de la mission et fournira tous les agréments et attestation de formation des chauffeurs nécessaires.

4.3. - BON DE LIVRAISON

Un bon de livraison sera fourni à la livraison des contenants. Une copie du bon livré sera adressée au référent du marché par mail à hygiensecurite@univ-fcomte.fr pour qu'il puisse valider les factures. Le candidat fournira les Bordereaux de Suivi de Déchets pour accompagner le départ des déchets.

ARTICLE 5. - OPERATION DE VERIFICATION

Avant enlèvement des déchets, le candidat vérifiera la bonne réalisation de l'étiquetage des contenants par le personnel de l'UFC. En cas de difficulté persistante, il avertira le référent de ce

marché qui pourra décider de mise en place de nouvelles formations si besoin selon ce qui sera défini comme la meilleure solution pour remédier à cette difficulté éventuelle.

ARTICLE 6. - PRIX

6.1. - FORME ET NATURE DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires.

Les candidats devront utiliser l'annexe n°7 à l'acte d'engagement « BPU » des différents lots.

6.2. - CONTENU DES PRIX

Le prix comprend l'enlèvement et l'élimination des déchets prévus au marché. Les prix sont fermes.

Le titulaire certifie que les prix stipulés à l'acte d'engagement et ses annexes n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à la demande de l'Université, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques du mois précédent celui de la date de remise des offres, appelé « mois zéro ».

Les prix comprennent l'enlèvement des déchets, leur élimination ainsi que les frais de transport et toutes charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Conformément aux articles R 2112-5 à R 2112-12, le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations selon l'indice INSEE brut relative à cette prestation de service.

Le mois de référence est le mois de remise des offres.

La formule de révision est la suivante :

$$\text{Montant de l'augmentation} = P_0 \times (I_m / I_0) / 100$$

- P₀ : Prix initial du marché
- I_m : Valeur de la référence du mois de révision de prix
- I₀ : Valeur de la référence du mois de remise des offres

Tous les prix s'entendent toutes taxes fiscales et parafiscales incluses à l'exception de la TVA. La TVA est appliquée au taux en vigueur lors de son exigibilité pour chacune des commandes. Le taux actuellement applicable est celui de 20.00%.

ARTICLE 7. - MODALITES DE REGLEMENT

7.1. - AVANCE ET PAIEMENT FRACTIONNE

Sans objet.

7.2. - FACTURES

Etabli après la collecte, l'original de la facture devra être déposé sur la plate-forme Chorus Portail Pro.

Elle portera outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché,
- Le numéro du compte bancaire ou postal, figurant dans l'acte d'engagement,

- Les quantités livrées,
- Le prix unitaire du matériel,
- Le prix total,
- Le montant total de la facture HT,
- Le taux ou les taux de TVA appliqués, leur montant,
- Le montant total T. T. C.,
- La date d'émission de la facture.

Les factures sont exprimées en euros et sont rédigées en français.
Le candidat s'engage sur la fourniture d'une facturation détaillée.

Les factures devront obligatoirement être déposées sur le Chorus Portail Pro avec les renseignements suivant : SIRET 192.512.150.00363, le code service 921 et le numéro de marché qui vous sera communiqué lors de la notification.

- Parallèlement au dépôt des factures sur la plateforme Chorus, le BSDI attestant de la destruction du déchet sera envoyé par mail à hygienesecurite@univ-fcomte.fr.

7.3. - REGLEMENT DES FACTURES

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire figurant sur l'acte d'engagement.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s) ou de la date de service fait si la facture est transmise avant exécution de la prestation.

7.4. - INTERETS MORATOIRES

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10 à 12 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de trente jours à compter de :

- la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s)
- ou de la date de fin d'installation du matériel si la facture est antérieure à cette date.

Lorsqu'il est imputable à l'Administration, le dépassement du délai global de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché à compter du jour suivant l'expiration de ce délai dans les conditions prévues à l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale Européenne à des opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. (7 points pour les marchés soumis au code des marchés publics avant le décret).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40.00 euros.

ARTICLE 8. - GARANTIE

- **Sans objet.**

ARTICLE 9. - PENALITES DE RETARD

➤ Pénalités pour absence de collecte

Lorsque le délai contractuel, éventuellement prolongé dans les conditions prévues au CCAG FCS, est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt à compter du jour suivant l'expiration du délai et sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard quel que soit le lot concerné.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité de 150 euros HT par jour sera appliquée.

ARTICLE 10. - DROIT, LANGUE, MONNAIE

10.1. - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, **le droit français est seul applicable**. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. En cas de litige, l'administration et le(s) titulaire(s) peuvent recourir aux Comités Consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges conformément à l'article R 2197-1 du code de la commande publique et le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010. En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le Comité visé ci-dessus, le tribunal administratif de BESANCON est seul compétent en première instance.

Délai et voies de recours

- **Référé pré contractuel** (article L.551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché.

- **Référé contractuel** (articles L 551-13 à L 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.

- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché.

- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

Tribunal administratif
30 rue Charles Nodier
25000 Besançon
Téléphone : 03.81.82.60.00
Greffe.ta-besancon@juradm.fr

10.2. - LANGUE

Les documents techniques du marché pourront être rédigés en Anglais.

L'offre (devis) et les documents administratifs devront être rédigés en **FRANÇAIS** ou traduits en langue Française par un traducteur certifié.

10.3. - MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte est l'EURO.

ARTICLE 11. - RESILITATION

Conformément aux dispositions des articles 29 à 33 du CCAG / FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par les articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 20185-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 29 à 36 du CCAG / FCS.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030920376>

De même, après une mise en demeure restée infructueuse, **le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne prétende à indemnité**, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article R.324-4 du Code du Travail (déclarations sociales pour le recouvrement des cotisations sociales).

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire les obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 30 à 33 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoi en recommandé avec accusé de réception) après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai si des défauts constatés n'étaient pas corrigés.

ARTICLE 12. - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-46 à R 2191-58 du code de la commande publique et de l'article 4.2.2 du CCAG / FCS. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13. - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, de domicile, de compte à créditer, devra être notifié par lettre recommandée avec Accusé de Réception au représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette notification devra être appuyée, selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit une photocopie certifiée conforme de cette décision.

ARTICLE 14. - PROCEDURE COLLECTIVE DU TITULAIRE

Les stipulations ci-après sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire éventuelle du titulaire. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur l'ordonnance rendue par le tribunal de commerce. Il en va de même de tout acte juridique ayant un rapport direct ou indirect avec la procédure collective susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse d'un redressement judiciaire, l'Université adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cadre d'une procédure simplifiée avec maintien des organes dirigeants de l'entreprise, assistés dans leur gestion en période d'observation par un administrateur judiciaire si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge – commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le tribunal de commerce a accordé à l'administrateur judiciaire une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur judiciaire ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus indiqué. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée par le tribunal de commerce ou résilier le marché sans indemnité due au titulaire.

ARTICLE 15. - CESSATION DES ACTIVITES DU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'Université sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

ARTICLE 16. - SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Université.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 17. - DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- Fournitures courantes et services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Article 5 – Procédure d'admission du matériel

Article 10 – Pénalités de retard.

Signature du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Date :